



edito

UN ÉTÉ POUR CONVAINCRE

"Nous voulons rénover le modèle social français. Les Français tiennent aux valeurs profondes de ce modèle, fondé sur plus d'un siècle d'histoire et qui fait partie de notre identité, mais ils sentent qu'il ne répond pas bien aux grands enjeux de notre temps, c'est-à-dire la mondialisation, la transformation numérique, les nouvelles attentes des salariés et de tous les actifs, et les besoins des entreprises pour croître et créer des emplois." Voilà ce que dit la Ministre du Travail dans le JDD du 25 juin dans un long article à la gloire de son président monarque. Et de poursuivre un peu plus loin :

"Cette réforme, ce n'est pas seulement celle du Code du travail, mais c'est un ensemble : droit du travail, retraites, pouvoir d'achat, apprentissage, formation professionnelle, assurance chômage. Quatre de ces réformes sont dans mon champ de responsabilité. Aucun de ces six éléments ne peut se comprendre sans les autres. C'est un Rubik's Cube : on ne réussit pas un côté sans réussir l'autre."

Si on y regarde d'un peu plus près, en se plaçant dans le combat de classe, et qu'on s'arrête sur certains mots ou quelques formules, on peut aisément en déduire la finalité du projet gouvernemental :

"Rénover le modèle social" ... "valeurs profondes" ... "plus d'un siècle d'histoire" ... "identité", cela veut dire en finir avec notre modèle de société qui est le fruit de plus de deux siècles de luttes des travailleurs, plus récemment depuis la fin du XIXème siècle (dont la création de la CGT), et principalement la mise en place des mesures du CNR. En finir avec l'histoire ouvrière à laquelle des milliers de syndicalistes, d'ouvriers, de prolétaires se sont identifiés, se sont inspirés, se sont organisés pour revendiquer et lutter collectivement.

"Ne répond pas bien aux grands enjeux de notre temps" ... "mondialisation" ... "transformation numérique", bon ben là tout est dit ou presque. Il manque quelques détails : la mondialisation ne peut être qu'économique et financière à leurs yeux, le reste c'est pour ce qu'il restera des états. Et cette mondialisation doit se faire dans plus d'intégration européenne, avec un chef de gouvernement européen, un chef d'empire. Nous avons sûrement cet individu chez nous... La transformation numérique, l'usine du futur, c'est l'aboutissement d'un vieux rêve patronal : des usines, des commerces sans ouvrier. Ne souriez pas, regardez autour de vous, c'est déjà bien commencé.

"Les nouvelles attentes des salariés et de tous les actifs", là, je ne sais pas ce que c'est mais c'est quand même sacrément présomptueux de dire que le monde du travail serait en attente de nouvelles décisions. Peut être que oui, le monde du travail serait dans la perspective de choses meilleures, d'émancipation, de bien-être, de respect, de pouvoir vivre, et plus survivre. Ce n'est pas avec ce gouvernement et son projet que nous aurons ça, ce serait plutôt l'inverse.

"Les besoins des entreprises pour croître" ... "et créer des emplois", ah bon !!! Parce que l'un va évidemment avec l'autre ? Parce qu'en augmentant le taux de marge "ils" feront baisser le chômage ? (le "ils" patrons est plus approprié que le "elles" entreprises). Les besoins des patrons (et non entreprises qui sont des collectifs de production, les mots ont leur sens) nous les connaissons déjà depuis bien longtemps et nous voyons où cela a mené la classe ouvrière. Mais ils n'en ont jamais assez, surtout en pleine crise de surproduction du capital.

C'est pour cela que : "Cette réforme" ... "c'est un ensemble" ... "droit du travail, retraites, pouvoir d'achat, apprentissage, formation professionnelle, assurance chômage", là aussi tout est dit, ça pourrait presque se passer de commentaire. Il faut lire les articles de ce bulletin et peut-être relire les précédents. Pour le pouvoir d'achat, il faut comprendre : "fin de la cotisation d'assurance maladie après celle des allocations familiales". C'est quand même plus clair !

Pour finir, "aucun de ces six éléments ne peut se comprendre sans les autres", c'est ce qu'il faut faire comprendre aux salarié(e)s car c'est bien le modèle social avec ses normes protectrices qu'ils veulent faire disparaître. Disons également que ce sont les salaires qui sont dans le collimateur des possédants, à commencer par celui des retraités. Voulons-nous que notre société ressemble à la société grecque, italienne ou encore espagnole et portugaise ? C'est là la vraie question.

Je vous souhaite à toutes et à tous de bons congés payés... profitez-en bien tout en expliquant les projets de cette bourgeoisie.

Sébastien Martineau
Secrétaire Général

Sommaire :

<i>Editorial :</i>	
Un été pour convaincre	P. 1
Prise de parole - 8 juin 2017	P. 2 & 4
Communiqué de Presse Indécosca	P. 4
Communiqué des Finances Publiques	P. 5
Congrès USR - 7 Novembre 2017	P. 5
Prise de Parole - Rassemblement FAPT	P. 6
Résultats Souscription UD	P. 7
Colonie de Péronne	P. 7
Appel à souscription IHS-CGT	P. 8



AGENDA

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SYNDICATS DE L'UD

JEUDI 6 JUILLET 2017
à 17 H 30

à l'Union Locale de BOURGES
5 Bd Clemenceau

PRISE DE PAROLE LORS DU RASSEMBLEMENT DU 8 JUIN 2017 AU ROND-POINT DE LA RÉSISTANCE À BOURGES

Nous avons connu dans la dernière période un phénomène social d'une extrême violence, qui dépasse même l'entendement. Le capital a réussi à imposer un individu qu'il a créé de toutes pièces, tout en le faisant passer pour un homme tout neuf, vierge et immaculé. Et cela a marché.

Un homme providentiel, le messie, celui qui va "redresser le pays", comme s'il penchait, celui qui va nous faire vivre mieux, celui qui va "sauver l'Europe et le monde", rien que ça, bref un super héros. D'ailleurs au soir de son élection, nous avons pu voir, tant dans son allure que dans son discours, qu'il avait déjà mis sa combinaison et qu'il était prêt pour sa mission divine.

Sa mission on la connaît : combattre sans relâche, avec sa camarade allemande, ses acolytes italien, espagnol, portugais et grec, les garanties collectives des travailleurs en France et anéantir ce qui reste des droits dans les autres pays. Il faut ouvrir les peuples à l'Europe et au monde. En clair, il faut détruire tout ce qui entrave la libre circulation des biens et des capitaux, il faut plus de mondialisation, plus d'UE, comme si nous n'en n'avions pas assez.

Le 8 mai dernier, l'élection du riche ex-employé de la banque Rothschild et ex-ministre de l'économie de F. Hollande, constitue une grande menace pour les conditions de vie et de travail de l'ensemble des salariés, des retraités, des privés d'emploi et de la jeunesse.

Loin du renouveau politique annoncé, le candidat fabriqué sur mesure par le capital, Gattaz, Hollande, pour contourner le rejet des politiques d'austérité et de régression sociale menées par alternance par la droite et ceux qui se disent de gauche depuis plus de 30 ans, a clairement annoncé ses intentions de poursuivre et d'amplifier ces politiques au service exclusif des intérêts du patronat, des grands groupes et de la finance, dans le cadre d'une intégration renforcée dans l'Union Economique et Monétaire Européenne.

Les intentions de Macron ne sont pas seulement de porter de nouveaux coups aux salariés et leurs familles, mais bien de remodeler totalement notre société pour asseoir la toute-puissance et la domination sans partage du patronat, des grands groupes et de la finance, sur fond de misère généralisée pour la masse de la population.

Ce qui attend les salariés et les générations futures c'est la précarité généralisée du travail, sous un pa-

tronat de droit divin, c'est une protection sociale, maladie, chômage, etc. totalement individualisée avec un système assurantiel privé pour ceux qui auront les moyens de se les payer.

C'est la disparition des services publics, avec un accès à la santé, à l'éducation, à la communication, aux transports, à l'énergie, à l'eau, etc., là encore, pour encore ceux qui auront les moyens de se les payer.

Ce sont toutes les conquêtes sociales issues des luttes des salariés, qui ont permis l'élévation des conditions de vie et de travail des salariés, permis le développement de notre économie et de notre société que Macron entend liquider sur l'autel du profit.

Et tout ceci, Macron veut l'imposer de manière totalitaire à coup d'ordonnances pour contourner le débat à l'Assemblée nationale et les organisations syndicales. Et même s'il y avait débat parlementaire, au regard de ce qui nous est présenté comme représentation nationale, majorité absolue ou pas, le résultat serait couru d'avance. Les réactionnaires s'engouffreraient dans cette opportunité inespérée.

Ce n'est pas la pseudo-concertation annoncée par Macron et son gouvernement qui fera bouger quoi que ce soit, si ce n'est de permettre à certains, CFTD en tête, de se glorifier d'avoir récupéré quelques miettes déjà programmées et de faire perdre du temps pour construire l'indispensable mobilisation des salariés, actifs, retraités et privés d'emploi afin de contrer les prétentions de Macron et d'imposer d'autres choix.

Le programme de Macron est connu et d'une extrême cohérence avec les politiques conduites depuis des années. C'est la fin du code du travail, d'une partie des prérogatives des branches professionnelles, c'est la fin des conseils de Prud'hommes et le licenciement de gré à force sans contentieux, la fin des garanties collectives et l'instauration d'accords d'entreprises qui rabolira l'ensemble des droits : le contrat de travail, le montant des salaires et le temps de travail, les conditions de travail, le rôle et le nombre d'institutions représentatives du personnel, et dans le même temps les heures de délégation, seront décidés par les patrons.

S'il y a opposition majoritaire des élus du personnel, ces mêmes patrons pourront décider d'un referendum pour faire avaliser les reculs. Evidemment que le chantage à l'emploi, aux délocalisations sera le

maitre-mot. Nous ne sommes plus dans la logique d'un code du travail par entreprise mais plutôt dans la conception d'un code de l'esclavage par atelier, par ligne de production, par service et un code de servitude par salarié. C'est le retour au plein pouvoir patronal.

Dans la logique de la fin du code du travail s'inscrit la fin du code de la Sécurité Sociale, et la mise en place de l'impôt universel et solidaire au nom de la justice sociale.

"La fin des cotisations salariales d'assurance maladie, la fin des cotisations d'assurance chômage et l'augmentation du taux de CSG vont redonner du salaire net au français". Voilà le discours qui est véhiculé actuellement. Comment peut-on expliquer que la suppression d'une partie du salaire socialisé qui est destinée à couvrir les frais de la médecine de ville, de maternité, d'hospitalisation va remettre de l'argent dans nos poches ? Comment peut-on faire accepter que les chômeurs, qui sont privés de travail du fait des choix patronaux devront tout accepter sous peine que l'état leur sucre le peu qu'ils ont ? Cela va avec la fin du code du travail.

Concernant l'assurance maladie, la fin de la cotisation sur les bas salaires, l'augmentation des exonérations, la faiblesse des salaires et la fiscalisation par la CSG ne permettront en rien d'assurer le financement solidaire de la sécurité sociale basé sur les richesses créées par les seuls salariés dans les entreprises, services et administrations. Il en sera de même pour l'assurance chômage et pour les retraites et pensions.

Quand Macron a comme religion, car c'en est une, l'inversement de la hiérarchie des normes, il va jusqu'au bout. Il a commencé par la loi qui porte son nom puis par la loi El Khomri. Il inverse la hiérarchie dans tous les domaines qui concernent le travail. Les allocations familiales sans conditions de ressource sont soumises à condition. Le droit qui impose le régime général d'assurance maladie comme premier contributeur aux frais de santé et la complémentaire comme supplément, devient, du fait, de la suppression de la cotisation, de la mise en place de l'ANI de 2014 avec la complémentaire obligatoire, caduc. Couplez ça aux coupes budgétaires décidées par l'Etat, et le financement par l'impôt, les complémentaires deviendront le régime de base et la sécu le complément.

C'est la même chose avec le régime général des retraites et l'ARCCO et l'AGIRC. Fusion des 2 dernières pour ne faire qu'un seul régime complémentaire et c'est la même chose que pour l'assurance maladie. De plus, Macron en profite pour passer du régime par répartition au régime par compte notionnel par

points entraînant des dégâts sur les niveaux des pensions.

Pour tout ce qui relève de la sécurité sociale dans son ensemble, son affaiblissement programmé ouvrira encore plus grandes les portes de la couverture santé et des retraites au privé, aux grands groupes, qui ont décidé que notre santé et le vieillissement étaient un marché extrêmement lucratif, et l'Union Européenne dit qu'il n'est pas assez concurrentiel. Ca tombe, bien il va le devenir.

Pour aller vite, 120000 fonctionnaires en moins et la mise à mort des statuts, de même pour les statuts particuliers.

C'est une nouvelle réforme territoriale avec en perspective 7 régions, bras armés de l'application des directives et des politiques d'austérité de l'Union Economique Monétaire et Européenne, mettant fin aux communes, aux départements, à la démocratie locale.

C'est le tout apprentissage à tous les niveaux, et une énième réforme de l'Education Nationale, qui ne sera peut être plus nationale dans quelques mois.

Les intentions de Macron, ne sont pas seulement de porter de nouveaux coups aux salariés et leurs familles, mais bien de remodeler totalement notre société pour asseoir la toute puissance et la domination du patronat, des grands groupes et de la finance, sur fond de misère généralisée pour une grande partie de la population.

Face à ce véritable recul de civilisation de près d'un siècle programmé par Macron et Gattaz au service exclusif du capital, il n'y a pas d'autres alternatives pour les salariés, les retraités, les privés d'emploi, la jeunesse, de se rassembler, pour non seulement entrer en résistance, mais passer à l'offensive sur les revendications et dans la mobilisation solidaire et déterminée pour reprendre les richesses créées par le travail, pour le progrès social.

A l'inverse des discours dominants, les richesses créées aujourd'hui, pour répondre aux besoins des salariés, de la population, n'ont jamais été aussi importantes.

Mais comme dans d'autres périodes de notre histoire, c'est la lutte des salariés sur chaque lieu de travail et de vie, leur mise en convergence, qui permettra d'imposer de nouvelles conquêtes sociales qui seules permettront une nouvelle progression des conditions de vie et de travail, un développement de notre société.

Déjà, dans de nombreuses entreprises et professions, dans toute la France, des salariés se battent pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, les embauches, etc...

Seuls le développement, la généralisation de ces luttes, leur mise en convergence, permettront de résister et de gagner de nouvelles avancées sociales. Il est indispensable, dans la poursuite de ce rassemblement, de multiplier les débats avec les salariés, pour construire dès maintenant la mobilisation qui s'impose pour gagner la satisfaction des revendications.

Seule l'implication de la masse de salariés et des populations dans les luttes revendicatives permettra à tous, et aux générations futures de travailler mieux et de vivre avec fierté.

Cela nécessite également que les salariés s'organisent sur chaque lieu de travail et de vie, créent ou renforcent leur syndicat CGT pour se donner les moyens collectivement d'être plus forts et efficaces, pour défendre leurs intérêts.

Après ce 1^{er} rassemblement, la CGT s'engage à poursuivre son travail et ses efforts afin de construire le rapport de forces avec les salariés qui permettra de vivre dans une autre société fondée sur le progrès social.

Portons dans le débat nos revendications sur les salaires, les conditions de travail, sur la réduction du temps de travail, sur la sécurité sociale, etc...

La CGT réaffirme sa disponibilité, son engagement et sa détermination pour la construire avec tous les salariés.

Montrons à Macron que les progressistes c'est nous.

Macron est le symbole vivant de la classe dominante, possédante, qu'il faut combattre. Combattons-la. Alors à bientôt encore plus nombreux dans l'action.

Sébastien MARTINEAU



INDECOSA-CGT 18
8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél : 02 48 50 00 32

Bourges, le 16 juin 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les élus des Locataires INDECOSA-CGT, Gilles GRAUDON et Claudie HENRY, vous font part des informations données au Conseil d'Administration du bailleur Bourges Habitat du Lundi 12 juin 2017.

Le PSP (Plan Stratégique du Patrimoine), programmé pour 10 ans, prévoit la suppression de 600 logements sur Bourges pour ce bailleur dont 50 % sur le quartier des Gibjoncs soit près de 300 logements.

Il faut préciser, qu'en 2016, Bourges Habitat a déjà démoli 120 logements sur le même quartier.

Nous avons évidemment exprimé notre opposition à ce vaste démantèlement du logement SOCIAL public.

Le PSP doit être validé par l'Etat pour être appliqué **dès 2020, dates prévues des premières démolitions.**

Que vont devenir les LOCATAIRES ? Quel RELOGEMENT sera proposé, dans quel quartier ou pas ? A quel prix de loyer ?

Les raisons invoquées par Bourges Habitat et son Président, Monsieur BLANC Maire de Bourges, sont les suivantes :

Le flux détendu : Trop de logements vacants compte-tenu de la diminution de la population à Bourges

☞ Vacance explosive : d'où absence de rentrées de loyers

☞ Vétusté et coût élevé du désamiantage des logements : abandon de remise en état.

Comment en est-on arrivé là ?

Le laxisme, le manque de suivi des gouvernances successives du bailleur en matière d'Entretien, de Réhabilitation et de Construction du patrimoine, ont conduit en grande partie à la situation actuelle catastrophique financière de Bourges Habitat.

Pourquoi la ville a-t-elle investi dans l'environnement de notre quartier (aire de jeux, parkings...) et permet tant de Démolitions Immobilières ?

Les locataires paient leurs loyers et charges et ne sont pas responsables des mauvaises gestions du bailleur.

Ils ont certes des Obligations mais aussi des Droits.

Nous appelons donc les locataires à se mobiliser pour nous rencontrer aux permanences d'INDECOSA CGT les MARDIS de 14 h 00 à 17 h 30 au 8 Place Malus à BOURGES – Tél. : 02.48.50.00.32.

La VOCATION du Logement Social est de répondre aux plus Démunis et c'est Tous Ensemble que nous pourrons lutter. A BIENTÔT.



Le PAS en marche arrière

Communiqué du Syndicat National CGT Des Finances Publiques

Le premier Ministre a annoncé mardi 6 juin, dans un entretien au "Parisien-Aujourd'hui en France" sa décision de reporter d'un an la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (PAS).

Gerald Darmanin, Ministre de l'action et des comptes publics s'est empressé de préciser que « *les dispositifs relatifs à l'année de transition seront reportés d'un an et les modalités d'imposition pour 2018 resteront inchangées par rapport à celles en vigueur en 2017. La mise en œuvre du report fera l'objet de mesures législatives et réglementaires prochainement* ».

Pour la CGT FINANCES PUBLIQUES qui dénonce depuis son annonce en juin 2015 l'absurdité du processus, c'est un début de victoire mais pas une satisfaction pour autant.

Selon Bruno Parent, le directeur général des finances publiques, « *cette décision importante confirme donc le principe du PAS et donne plus de temps à sa mise en œuvre* ». Alors que celui-ci a toujours considéré que la DGFIP était prête pour un déploiement en janvier 2018, le voici qui se félicite d'avoir du temps ... !

La CGT Finances Publiques, qui a toujours défendu le savoir-faire de la DGFIP en matière de recouvrement de l'impôt sur le revenu, a alerté sur le fait que cette réforme constitue un vrai risque industriel pour la DGFIP et les finances publiques.

Le PAS est nuisible, pour les contribuables, les em-

ployeurs, le financement de l'action publique (99 % de l'IR est actuellement recouvré !) et la protection sociale (fusion préparée de l'IR et de la CSG).

Il doit donc être abandonné définitivement, sans attendre les résultats de l'audit et de l'expérimentation annoncés pour cet été. Expérimentation, dont personne ne connaît le périmètre tant pour les entreprises que pour les contribuables concernés, et qui interroge donc sur l'égalité devant l'impôt.

Tant pis pour les officines, qui se délectaient déjà à l'idée de s'enrichir sur le dos des citoyens, désarçonnés par tant de complexité et l'obligation de faire des avances de trésorerie à l'Etat !

Et tant mieux si certains commentateurs, peut-être mieux renseignés, prédisent là un moyen d'enterrer la réforme !

La CGT Finances Publiques n'est pas dupe du stratagème qui consiste à utiliser le manque de préparation de la DGFIP et les réticences du MEDEF pour justifier le report du PAS. La vraie raison est ailleurs : le PAS rendrait invisible la baisse des cotisations salariales voulue par le Président de la République en janvier 2018 !

Pour la CGT Finances Publiques, ce « PAS en arrière » doit amorcer un vrai changement de direction !

Juin 2017

RETRAITÉS

L'USR-CGT 18 tiendra son Congrès le Mardi 7 Novembre 2017 à VIERZON.

Il est indispensable que chaque syndicat ou section soit représenté(e) au nouveau Conseil Départemental et propose un ou des candidats.

Contactez rapidement l'USR.

Prise de parole lors du rassemblement au Centre de Tri du Courrier (CTC) à BOURGES le 20 Juin 2017

Ce rassemblement a lieu dans le cadre d'une semaine d'action nationale de la CGT contre les suppressions d'emplois et le maintien du service public postal ; c'est vrai dans toutes les branches de La Poste pour permettre de doubler le bénéfice de près d'un million en 2016 pour arriver à 2 millions en 2020.

Au guichet, l'objectif 2020 se traduit par près de 6.000 bureaux rayés de la carte postale (sans oublier les fermetures estivales pour commencer) ou financés par les mairies par le biais des impôts locaux.

Au Centre de Tri, La Poste est en avance sur 2020 avec la volonté de fermer le tri du courrier en 2019 en démarrant en décembre de cette année 2017.

Quel intérêt y a-t-il pour un territoire comme le Cher de laisser disparaître environ 50 emplois, avec une bonne qualité de service en J+1 ?

Ce déménagement du territoire aurait des conséquences graves sur l'attractivité des entreprises dans le Cher sans parler des reclassements délicats pour un personnel fragilisé et sans oublier la facture écologique avec les camions faisant la navette quotidienne avec Orléans. Pour la direction, cela ferait même moins de camions sur la route avant de se reprendre !!!

La CGT ne s'oppose pas à l'arrivée du trafic colis à Bourges CTC même si ça représente un bouleversement total du métier de trieur.

En ce moment, une expertise a lieu sur la nouvelle organisation sur les conditions de travail. Nous en saurons un peu plus sur les conclusions après le compte-rendu au CHSCT de jeudi prochain. Nous ferons une communication suite à ce compte-rendu.

Le maintien du CTC va aussi de pair avec l'avenir des tournées de facteurs du département. Il est assez simple de comprendre que le trafic trié à Orléans aura des incidences sur l'heure de passage du facteur bien plus tardive que maintenant. On voudrait supprimer le courrier qu'on ne ferait pas autrement à l'image des autres services publics (train, hôpital, école). Comment lutter contre les réseaux sociaux, internet si on ne garantit plus une distribution la plus matinale possible ?...

Ce décalage de la distribution s'accompagne de la pause méridienne obligatoire et des suppressions de tournées. Cela a évidemment des conséquences sur les arrêts de travail avec, selon La Poste, 30 jours d'arrêt par agent par an.

Dernièrement, les facteurs de Lury et avant eux Aubigny, Vierzon, Sancerre, Bourges... ont montré l'exemple que d'autres choix sont possibles plutôt que le toujours moins-disant postal et social. Elles et ils ont contraint la direction au maintien de la prise de service à 7 h 15 et au retrait de la pause méridienne le samedi dans un premier temps... Ce qui a été possible avec 7 grévistes doit être possible dans des services comme Bourges PDC (Plateforme de Distribution du Courrier), Vierzon et bien d'autres.

Prenons l'exemple de Bourges PDC où le calcul des tournées est insuffisant notamment pour les tournées en scooter à 3 roues afin de supprimer 8 facteurs sur 53 tournées actuellement avec des heures de livraison du courrier et des colis d'après-midi.

Pour autant, le constat est connu du plus grand nombre autant pour Bourges CTC que pour la distribution même si nous allons rafraîchir ou fraîchir la mémoire des 3 nouveaux députés du Cher par l'intermédiaire d'un courrier du syndicat.

Au-delà du constat, nous devons réfléchir à la continuité de l'action avec les usagers et leurs collectifs, les postiers afin de faire réfléchir les dirigeants de La Poste.

Dans ce cadre-là, un rassemblement des collectifs de défense va se tenir Samedi 24 Juin, au moins au Châtelet, Asnières, La Chapelle St-Ursin pour l'instant....

J'invite évidemment tous les camarades et participants d'aujourd'hui à y participer dans la mesure de leurs moyens.

Dominique LARDUINAT
Secrétaire Général du Syndicat CGT
de la FAPT du Cher

SOUSCRIPTION 2017

de l'UNION DEPARTEMENTALE des SYNDICATS CGT du CHER

* * * * *

REPARTITION DES LOTS

CHEQUE CADEAU de 150 Euros : 3719

CHEQUES CADEAU de 100 Euros : 4627

CHEQUE CADEAU de 45 Euros : 1966 – 2216 – 2998 – 4732 – 5151

CHEQUES CADEAU de 30 Euros : 2671 – 3972 – 4747 – 5391

CHEQUES CADEAU de 20 Euros : 1098 – 1693 – 5175

DISQUES DURS EXTERNES : 0233 - 4007 – 5006

APPAREILS PHOTOS : 3544 – 5291

CLES USB : 0506 – 0993 – 1309 – 1783 – 5078

COFFRETS CADEAUX : 3186 – 3970 – 5350

APPAREILS MENAGERS : 0666 – 1379 – 3998 – 5140 – 5471

OUTILLAGES : 1659 – 2496 – 3231 – 3623 – 4539

FILETS GARNIS :

0174 – 0713 – 1393 – 1621 – 1733 – 1740 – 1808 – 1835 – 2011 – 2238 – 2309 – 2730 – 2765 – 2901 – 3392 – 3563 – 3804 – 3891 – 3947 – 3956 – 3980 – 4211 – 4221 – 4436 – 4549 – 4764 – 4819

Les lots sont à retirer
à l'Union Départementale
des Syndicats CGT du Cher
8 Place Malus à Bourges

sur présentation du billet gagnant
et ce jusqu'au 29 Septembre 2017

Les billets dont les numéros se terminent par 2 ou 7 gagnent 1 lot



- ÉTÉ 2017 -

SÉJOUR À LA CARTE : 7, 8, 14 ou 15 jours

- ☞ du 11 au 18 juillet : 8 jours
- ☞ du 18 au 25 juillet : 8 jours
- ☞ du 25 au 31 juillet : 7 jours
- ☞ du 2 au 9 août : 8 jours
- ☞ du 9 au 16 août : 8 jours
- ☞ du 16 au 22 août : 7 jours

Prix du séjour à la carte :

- 7 jours : de 50 à 350 €
- 8 jours : de 50 à 400 €
- 14 jours : de 50 à 700 €
- 15 jours : de 50 à 720 €

Colo de Péronne (en Bourgogne)
Centre Jean Andros

Séjours pour Enfants de 6 à 14 ans

Inscriptions et permanences :

LE MARDI DE 17 H 00 À 18 H 30
DU 2 MAI AU 25 JUILLET 2017 :

A Bourges : 8 Place Malus. Tél : 02 48 67 94 88

A Vierzon : 11 Rue Marcel Perrin. Tél : 06 73 21 35 76

www.colo-peronne.fr - info@colo-peronne.fr

Téléphone : 06 73 21 35 76 ou 02 48 51 56 18

Courrier : Centre Jean Andros
8 Place Malus - 18000 BOURGES

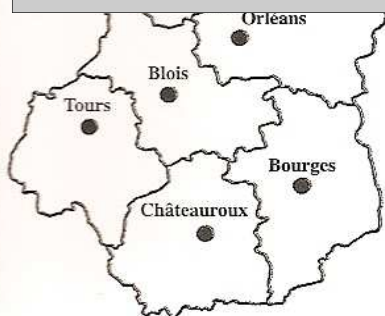
Appel à SOUSCRIPTION

Sortie Novembre 2017

Institut
cgt
d'Histoire
Sociale

Région
Centre

Les CAHIERS
d'HISTOIRE
SOCIALE



I.H.S. 18

de la

**PRECISION
MODERNE**

à **PARKER**

de **VIERZON**

*...l'histoire d'une usine qui a forgé des dizaines
d'hommes et de femmes au service de la justice
sociale, de la liberté, de la paix....
Ils méritent bien le salut des jeunes générations
et le respect de tous.*



Rédigé par un collectif d'anciens responsables CGT de l'entreprise et de l'U.L. de Vierzon



FICHE de SOUSCRIPTION



Cet ouvrage, d'une centaine de pages, sera mis en vente en librairies à compter de Novembre 2017 au prix de **12 Euros**.

Toutefois, par **SOUSCRIPTION** jusqu'au **30 Octobre**, vous pouvez en retenir des exemplaires auprès de l'UD du Cher ou de l'UL de Vierzon, au prix de **10 Euros** (chèque libellé à **IHS CGT Centre**).

NOM du SOUSCRIPTEUR : Nb de plaquettes:

Adresse du souscripteur.

N° de tel pour vous joindre Votre mail